



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 09/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLOMBES HABITAT PUBLIC

Direction Technique de la Maintenance et du Projet ANRU

29 avenue Henri Barbusse
92 701 Colombes Cedex

Références : AN25_MCP
Code AIOT : 0007404968

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2025 dans l'établissement COLOMBES HABITAT PUBLIC implanté 45 RUE MICHELET 92700 Colombes. L'inspection a été annoncée le 01/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLOMBES HABITAT PUBLIC
- 45 RUE MICHELET 92700 Colombes
- Code AIOT : 0007404968
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La chaufferie centrale du 45 rue Jules Michelet date de la création du quartier des Fossés Jean dans les années 1960. C'est une installation qui depuis sa création est alimentée en gaz naturel à 100%. Aujourd'hui, cette chaufferie distribue de l'eau chaude (basse température / basse pression) pour 19 sous-stations. 7 sous-stations de Colombes Habitat Public, 2 sous-stations de bailleurs, 7 sous-stations de copropriété et 3 sous-stations de la Ville de Colombes.

A la création de la chaufferie, cette dernière était soumise à autorisation avec un total de 25 MW installés sur 5 chaudières. Dans les années 2006, il a été déterminé que la puissance nécessaire pour assurer le chauffage et l'eau chaude sanitaire pour l'ensemble des abonnés pour une température extérieure de -7°C était inférieur à 20 MW. Il a alors été procédé à la déconnexion hydraulique, électrique et gaz de 2 des 5 chaudières et un déclassement de l'installation pour passage en régime Déclaration. A cette occasion, il a été procédé à une déclaration modificative informant des nouveaux équipements de production en place.

En 2015, il a ensuite été procédé à la rénovation globale de la chaufferie telle que configurée actuellement : 5 chaudières fonctionnant au gaz dont une d'appoint, mises en service en 2011 et 2015 de puissance nominale totale de 16 MW.

La chaudière ayant été déclassée, est soumise au régime de la déclaration avec contrôle dans la rubrique 2910 depuis le 19/06/2008. Elle n'est plus sous la procédure de l'autorisation et ne bénéficie pas de l'antériorité.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
6	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
11	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
17	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité aux rubriques ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Sans objet
4	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
7	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.1.V	Sans objet
8	Evaluation de la conformité	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.1.VI	Sans objet
9	VLE (zone PPA)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.9	Sans objet
10	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	Sans objet
12	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13	Sans objet
13	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
15	Issues	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.11	Sans objet
16	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le local est bien entretenu et la maintenance réalisée de manière régulière. Le rapport de l'efficacité énergétique ne relève pas d'anomalie. Cependant, les contrôles périodiques de l'installation et la mesure des rejets atmosphériques de la chaudière n°2 n'ont pas été réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux rubriques ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Classement des installations
« La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »
Constats : <p>La chaufferie centrale du 45 rue Jules Michelet date de la création du quartier des Fossés Jean dans les années 1960. C'est une installation qui depuis sa création est alimentée en gaz naturel à 100%. Aujourd'hui, cette chaufferie distribue de l'eau chaude (basse température / basse pression) pour 19 sous-stations : 7 sous-stations de Colombes Habitat Public, 2 sous-stations de bailleurs, 7 sous-stations de copropriété et 3 sous-stations de la Ville de Colombes. Elle fonctionne toute l'année.</p> <p>A la création de la chaufferie, cette dernière était soumise à Autorisation avec un total de 25 MW installés sur 5 chaudières. A l'arrivée de Energie & Services en tant qu'Assistant à Maitrise d'Ouvrage en 2006, après analyse de cette installation, il a déterminé que la puissance nécessaire pour assurer le chauffage et l'eau chaude sanitaire pour l'ensemble des abonnés pour une température extérieure de -7°C était inférieur à 20 MW. Il a alors été procédé à la déconnexion hydraulique, électrique et gaz de 2 des 5 chaudières et un déclassement de l'installation pour passage en régime Déclaration. En 2015, il a ensuite été procédé à la rénovation globale de la chaufferie telle qu'elle est encore aujourd'hui. A cette occasion, il a été procédé à une déclaration modificative auprès de la Préfecture informant des nouveaux équipements de production en place. Par courrier en date du 19/06/2018, le Préfet des Hauts-de-Seine prend acte du déclassement de l'installation qui passe du régime de l'autorisation à celui de la déclaration avec une puissance totale nominale de 17,4 MWh.</p> <p>L'installation de combustion est actuellement composée de 5 chaudières au gaz qui alimentent des immeubles d'habitations d'environ 1800 logements (parc privé et logements sociaux) ainsi que des espaces publics (crèche, gymnase,...). Située dans un local en sous-sol en partie sous un bâtiment et équipée de 5 cheminées regroupées dans un conduit unique, l'installation compte :</p> <ul style="list-style-type: none">- 4 chaudières mises en service en 2015, fonctionnant plus de 500 h/an : une de puissance 5200 KW, et trois de puissance 1450 KW,- ainsi que d'une chaudière d'appoint mise en service en 2011 fonctionnant moins de 500 h/an et de puissance 6500 MW. A noter que cette chaudière dite n°5 ne doit pas être considérée comme un appareil de secours mais comme un appareil d'appoint (voir fiches techniques de combustion page 43). Elle est donc soumise aux mêmes exigences en matière de contrôle que les autres appareils présents sur l'installation. <p>L'installation, d'une puissance thermique nominale totale de 16 050 KW est une installation classée sous le régime de la déclaration avec contrôle dans la rubrique R 2910-A2. L'exploitant est la caisse régionale d'assurance maladie (CRAM).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none">- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. » R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente. R.515-116 : I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
Constats : Les installations de combustion exploitée sur le site ont une puissance thermique nominale totale de 16 MW. Selon les dispositions du II de l'article R. 515-114 du code de l'environnement,

l'exploitant devait transmettre les données relatives aux installations de combustion selon les modalités de recueil de données décrites dans l'arrêté du 2 janvier 2019 avant le 31 décembre 2023.

N'ayant pas été effectuée, **cette transmission est à faire sans délai et il convient également de transmettre le numéro affecté à la télédéclaration prouvant la bonne réalisation de cette transmission à la Préfecture**, dans les 8 jours à compter de la réception du présent rapport. A défaut, un arrêté de mise en demeure d'exécuter cette formalité sera proposé au Préfet des Hauts-de-Seine.

Les dispositions relatives au recueil des données figurent sur le site internet suivant :<https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw>).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2
Thème(s) : Actions régionales, Vérification de la réalisation du contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser de contrôle périodique. Il devra remédier à cette non-conformité. En l'absence d'une certification ISO 14001 par un organisme accrédité COFRAC, la fréquence du contrôle est fixée à 5 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra faire réaliser le contrôle périodique de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
Thème(s) : Actions régionales, Conditions de référence
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
Constats : Le rapport transmis par l'exploitant indique que les concentrations en gaz sont exprimées en Concentration gaz sec à 3 % de O ₂ et dans les conditions normalisées (101,3 kPa, 273 K) symbolisées par « mO ₃ ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
Thème(s) : Actions régionales, Existantes - Ptotale > 5 MW>500h/an - Jusqu'au 31/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ; - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ; - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030. <p>Polluants SO₂ (mg/Nm³) NO_x (mg/Nm³) Poussières (mg/Nm³)</p> <p>Biomasse solide : 225/ 525 (5)/ 50</p> <p>Autres combustibles solides: 1 100 / 550 (10) / 50</p> <p>Fioul domestique : - / 150 (8) (12) / -</p> <p>Fioul Lourd :</p> <p>P < 10 MW : 1 700/ 550 (9) / 50 (11)</p> <p>P ≥ 10 MW : 1 700/ 450 (1) (4) (9) / 50 (11)</p> <p>Autres combustibles liquides</p> <p>P < 10 MW : 850 / 550 / 50</p> <p>P ≥ 10 MW : 850 / 450 / 50</p> <p>Gaz naturel, Biométhane</p> <p>P < 10 MW : - / 100 (2) (8) / -</p> <p>P ≥ 10 MW : - / 100 (3) (6) (7) (13)/ -</p> <p>Gaz de pétrole liquéfiés : 5 / 150 (8) / -</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)</p> <p>(1) Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 550</p> <p>(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.NO_x : 150</p> <p>(3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 150</p> <p>(4) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.NO_x : 500</p> <p>(5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.NO_x : 750</p> <p>(6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 225</p> <p>(7)Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO_x : 150</p> <p>(8)Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO_x : 225</p> <p>(9)Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO_x : 600</p> <p>(10) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO_x : 825</p> <p>(11) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale</p>

<p>totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. Poussières : 100</p> <p>(12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an NOx : 200</p> <p>(13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NOx : 120</p>
<p>Constats :</p> <p>La chaufferie est considérée comme une installation classée existante de puissance thermique nominale totale de 16 MW fonctionnant plus de 500 h/an, au gaz naturel, et enregistrée entre le 1/01/1998 et le 1/01/2014. Elle est classée dans la rubrique 2910 A 2 sous le régime de la déclaration avec contrôle. Ainsi la VLE NOx est 150 mg/Nm3. Le rapport d'essais des rejets atmosphériques ne relève pas de non-conformité pour les chaudières 1, 3, 4 et 5. Aucune information ne figure pour la chaudière n°2 pour laquelle les essais devront être réalisés rapidement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser la mesure des rejets atmosphériques de la chaudière n°2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions régionales, Mesure périodique des rejets dans l'air
Prescription contrôlée : I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.
Constats : L'exploitant transmet le rapport d'essais des rejets atmosphériques en date du 05/12/2024 de l'APAVE EXPLOITATION France EM IDF Bât. IRIS 84 Rue C. Michels CS 80027 93284 ST DENIS. Les essais ont été réalisés sur les chaudières 1, 3, 4 et 5. La chaudière n°2 était hors service ce jour-là. L'exploitant devra programmer un nouveau contrôle de la chaudière n°2. L'inspection note des incohérences entre les valeurs de mesure notées dans le rapport d'essais des rejets atmosphériques et le rapport d'efficacité énergétique en date du 06/12/2024 par l'APAVE. L'exploitant devra expliquer ces incohérences, ou les faire rectifier par l'APAVE. Le rapport précise qu'à la place des mesures sur la chaudière n°2 hors service, des mesures ont été réalisées sur la chaudière n°5 car elle était en état de marche alors qu'elle n'était pas mentionnée dans l'offre. Il est rappelé que la chaudière n°5 est considérée comme une chaudière d'appoint et non comme un secours, elle est donc soumise aux mêmes exigences que les autres appareils de l'installation. La fréquence des contrôles est tous les 2 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra programmer un contrôle de la chaudière n°2. L'exploitant devra expliquer les incohérences entre les valeurs de mesure notées dans le rapport d'essais des rejets atmosphériques et le rapport d'efficacité énergétique en date du 06/12/2024, ou les faire rectifier par l'APAVE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.1.V
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation
Prescription contrôlée : V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge. Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.
Constats : Les conditions de fonctionnement des chaudières 1-3-4-5 au moment du contrôle des rejets atmosphériques sont décrites dans le rapport de l'APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Evaluation de la conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.1.VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE
Prescription contrôlée : VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : Les résultats de chacune des 3 séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE (zone PPA)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.9
Thème(s) : Actions régionales, Périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
Prescription contrôlée : Lorsque les installations visées aux points 6.2.4, 6.2.5 et 6.2.6 de la présente annexe sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment : <ul style="list-style-type: none">- abaisser les valeurs limites prévues aux points 6.2.4, 6.2.5 et 6.2.6 de la présente annexe ; et/ou- anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ou- prévoir une fréquence plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues au point 6.3 de la présente annexe.
Constats : L'installation de combustion est située en zone PPA mais celui-ci n'impose pas de VLE plus stricte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10
Thème(s) : Actions régionales, Action si non respect VLE
Prescription contrôlée : En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité. Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.
Constats : Les valeurs limites d'émission des chaudières n°1, 3, 4 et 5 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Actions régionales, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : L'exploitant présente le livret de chaufferie mis à disposition dans le local. Certaines interventions de maintenance réalisées depuis le 03/12/2024 n'y figurent pas. Il devra être mis à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre à jour le livret de chaufferie depuis le 03/12/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en combustible
Prescription contrôlée : [...] Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments « ou du local » s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. [...]
Constats : Un dispositif de coupure du gaz par bouton poussoir est installé à l'extérieur du local de la chaufferie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
Prescription contrôlée : Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion. Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.
Constats : L'installation est constituée de 5 chaudières : - 3 chaudières mises en service en 2015 de 5200, 1450, 1450, 1450 KW, - 1 chaudière d'appoint mise en service en 2011 de 6500 KW. Le combustible utilisé est le gaz naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
Constats : L'exploitant transmet le rapport de vérification énergétique réalisé par l'APAVE le 06/12/2024. La chaudière n°2 étant hors service n'a pas pu être contrôlée. L'exploitant devra faire compléter ce contrôle pour cet appareil dans les plus brefs délais. Le rendement caractéristique de combustion des chaudières 1-3-4-5 est conforme aux prescriptions réglementaires. Pour rappel, la fréquence du contrôle d'efficacité énergétique dépend de la puissance nominale de la chaudière (art. R.224-35) : - chaudière de puissance nominale ≥ 5 MW : 2 ans - autres chaudières : 3 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra faire compléter le contrôle pour l'appareil n°2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retrait en nombre suffisant. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux issues sont présentes et sont situées à l'opposé l'une de l'autre. Une des sorties de secours utilise une lucarne de désenfumage qu'il faut actionner pour sortir. Aucune indication n'est donnée sur le fait qu'il faut actionner le levier d'ouverture de la trappe de désenfumage (positionné à côté de l'échelle d'accès à la lucarne) avant de pouvoir sortir. Il est donc demandé à l'exploitant de mettre en place les dispositions nécessaires à l'information de son personnel concernant les modes d'évacuation de ce local.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer son personnel sur les modes d'évacuation de ce local.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en combustible
Prescription contrôlée : [...] Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci. [...]
Constats : Des vannes de coupure rapide sont installées au niveau de chacune des 5 chaudières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'au moins un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs), répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz ". Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un système de détection automatique d'incendie « comme mentionné au point 2.16 de la présente annexe ». [...] Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol [...] Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe.
Constats : L'installation ne comporte que 3 extincteurs vérifiés en mai 2025 alors qu'il en faut au minimum 5. L'exploitant doit donc ajouter 2 extincteurs supplémentaires. Les plans des locaux sont bien présents. Les inspecteurs ont également pu constater que le local était muni d'une détection automatique d'incendie. Ce système de détection a été contrôlé en mai 2025 et aucune non-conformité n'a été constatée. Une détection gaz est installée dans le local chaufferie. Les détecteurs sont placés au-dessus de chaque chaudière. La détection a été vérifiée en mai 2025. Aucune non-conformité n'a été relevée. Le seuil de 30 % de la LIE entraîne bien la mise en sécurité de l'installation selon les tests réalisés par l'organisme de contrôle .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit ajouter 2 extincteurs supplémentaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois